Publié le juillet 17, 2020 par michelb

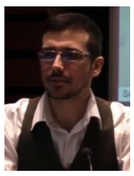
← Précédent Suivant →

Du licenciement de Whitlam aux dossiers douteux du *Russiagate*…

… l'Empire britannique en première ligne

Par Matthew Ehret − Le 18 juin 2020 − Source Strategic Culture

Deuxième partie



Dans mon dernier article, j'ai passé en revue le cas de Gough Whitlam qui a été viré par le Gouverneur Général de la Reine, Sir John Kerr, lors d'une journée noire en novembre 1975, ce qui a contribué à l'infortune des 45 années suivantes de l'histoire australienne. Aujourd'hui, je voudrais aborder un autre chapitre de l'histoire.

— © Photo: SCF

J'ai toujours cru, comme beaucoup d'autres, à un récit appelé *« l'Empire américain »*. Au cours de mes dix dernières années de recherche, cette croyance a un peu évolué. Plus je regardais les leviers d'influence mondiaux qui façonnent les événements passés et présents et qui modifient l'histoire, plus la main des services de renseignement britanniques ne cessait de m'agripper à chaque tournant.

Qui contrôlait le dossier louche de Steele qui a mis en branle le processus du *Russiagate* aux États-Unis et a failli faire destituer le président Trump ? Les services secrets britanniques.

Et les renseignements utilisés pour justifier le bombardement de l'Irak ? C'était aussi les renseignements britanniques.

Qu'en est-il de la stratégie du *Choc des Civilisations* utilisée pour faire exploser le

Moyen-Orient pendant des décennies ? Il se trouve que c'est Sir Bernard Lewis, des services secrets britanniques, qui l'a mise en œuvre.

Qu'en est-il de la prise de contrôle de la politique étrangère américaine par le CFR [*Council on Foreign Relations, l'État Profond américain, NdT*] au cours du 20ème siècle ? Il s'agit du British Roundtable Movement in America, créé sous le nom de *Chatham House in America* en 1921.

Quelle est l'institution que Kissinger s'était vanté d'avoir informée davantage que son propre Département d'État lors d'un séminaire à Chatham House le 10 mai 1981 ? Le Ministère britannique des Affaires Étrangères [1].

Que dire de William Yandall Elliot qui a formé une génération de stratèges néocons qui a pris en charge la politique étrangère américaine après le meurtre de JFK ? Eh bien, il était un boursier de la fondation Rhodes et nous savons ce que ces zombies savent faire.

Et l'empire financier qui gère le commerce mondial de la drogue ? HSBC est l'agence leader en la matière et les îles Caïmans britanniques sont la place mondiale reconnue du blanchiment de l'argent de la drogue.

Qui a déclenché la guerre froide ? Churchill.

Où sont allés les nouveaux riches oligarques après que Poutine les a chassés de Russie ? Ils sont retournés chez leurs maîtres à Londres.

Qu'en est-il de la création des banques *« too big to fail »* qui ont pris le contrôle du monde au cours des dernières décennies ? Cela a été commencé avec le Big Bang de la City de Londres en 1986.

Qui a créé l'Arabie saoudite et l'État d'Israël au 20ème siècle, ainsi que les services de renseignements des deux pays ? Les Britanniques.

Quelle était la nature de l'*État Profond* que les Présidents Lincoln, Garfield, McKinley, Harding, FDR et JFK ont combattu au sein de leurs propres nations ?

Quel était le but, depuis l'origine, de la satanée Révolution américaine ?

Je pourrais continuer, mais je pense que vous avez compris.

L'interruption du potentiel de l'après-guerre

Franklin Roosevelt a décrit sa profonde compréhension des opérations britanniques en Amérique, en disant à son fils en 1943 :

> « Tu sais, les hommes du Département d'État ont essayé à maintes reprises de me cacher des messages, de les retenir, de les faire attendre d'une manière ou d'une autre, simplement parce que certains de ces diplomates de carrière là-bas ne sont pas en accord avec ce qu'ils savent que je pense. Ils devraient travailler pour Winston. En fait, la plupart du temps, ils le font [travailler pour Churchill]. Arrêtez de penser à eux : ils sont nombreux à être convaincus que la façon dont l'Amérique mène sa politique étrangère est de découvrir ce que font les Britanniques et de le copier ensuite ». On m'a dit… il y a six ans, de nettoyer ce Département d'État. Il est une copie du Foreign Office britannique… »

Là où l'Empire britannique s'est certainement adapté aux exigences inévitables de l'après-guerre pour l'indépendance politique de ses colonies, il est vital de garder à l'esprit qu'aucun empire ne se dissout délibérément ou ne *« donne la liberté à ses esclaves »* sans avoir à l'esprit une stratégie maléfique au deuxième degré. La liberté est combattue et non pas donnée par des empires qui n'ont jamais eu de raison de rechercher l'humilité ou la quête des Lumières nécessaires à l'octroi de la liberté.

Dans le cas du monde de l'après-guerre, l'octroi de la liberté politique pour les colonies de *« l'ancien Empire britannique »* n'a jamais été accompagnée d'une once de liberté économique pour donner un sens à cette libération. Bien qu'il ait fallu quelques années pour apaiser les pulsions anti-coloniales de l'Amérique concernant la mort de personnalités telles que JFK, Malcolm X, Martin Luther King et Robert Fitzgerald Kennedy, la république rebelle s'est finalement transformée graduellement en un géant muet pour le compte des *« cerveaux Britanniques »* contrôlant l'État Profond de l'Amérique depuis l'autre côté de l'océan.

Le cas de l'Afrique et des *« Crown Agents »*

Prenons le cas de l'Afrique comme exemple rapide : plus de 70 % du contrôle des matières premières, de l'exploitation minière et du raffinage africains est assuré par des sociétés basées en Grande-Bretagne ou dans des pays du Commonwealth comme le Canada, l'Afrique du Sud ou l'Australie, elles-mêmes gérées par une infrastructure internationale de gestionnaires appelée *« Crown Agents Ltd »*, fondée en 1833 en tant que bras administratif de l'Empire et qui gère jusqu'à aujourd'hui une grande partie des politiques de santé et de développement économique de l'Afrique.

Crown Agents a été créé à l'origine comme une organisation à but non lucratif ayant

pour mandat de gérer les avoirs de l'Empire britannique en Asie et en Afrique et sa charte la reconnaît comme *« une émanation de la Couronne »*. Bien qu'elle soit *« proche de la monarchie »*, elle reste en dehors des structures gouvernementales, ce qui lui permet de se salir les mains plus que les autres branches *« officielles »* du gouvernement – ce qui a entraîné sa radiation intermittente de la Banque Mondiale, comme cela s'est produit en 2011.

En 1996, la société *Crown Agents* a été privatisée sous le nom de *« Crown Agents for Overseas Government and Administration »*. Elle est devenue active en Europe Centrale et Orientale, en se concentrant principalement sur la gestion économique, énergétique et sanitaire de l'Ukraine. L'agence est associée à la *Banque Mondiale*, aux *Nations unies* et à la *Fondation Bill et Melinda Gates* et agit comme une holding géante dont l'un des actionnaires est la *Crown Agents Foundation*, basée à Southwark, Londres.

Une grande partie du programme de *Crown Agents* est conçue pour intégrer l'Afrique dans les *« réseaux d'énergie verte »* dans le cadre du plan OSOWOG anti-*Banque des règlements internationaux* – surnommé *« Sun Never Sets Plan »* – annoncé par Modi en 2018.

Comme le souligne le rapport de 2016 intitulé *« New Colonialism : la ruée Britannique vers les ressources énergétiques et minérales africaines »* :

> « 101 sociétés cotées à la Bourse de Londres (LSE) – pour la plupart britanniques – ont des opérations minières dans 37 pays d'Afrique subsaharienne. Elles contrôlent collectivement plus de 1 000 milliards de dollars des ressources les plus précieuses d'Afrique. Le gouvernement Britannique a utilisé son pouvoir et son influence pour s'assurer que les sociétés minières britanniques aient accès aux matières premières de l'Afrique. C'était le cas pendant la période coloniale et c'est encore le cas aujourd'hui ».

Comme nous pouvons le voir par cet aperçu très sommaire des opérations de pillage impériales modernes en Afrique, l'esprit de Cecil Rhodes est bien vivant. Et prendra une signification supplémentaire lorsque nous examinerons un autre aspect du puissant héritage de Rhodes au 20ème siècle.

La prise de contrôle britannique des services de renseignement américains
Bien que beaucoup pensent à tort que la Grande-Bretagne a été remplacée par un Empire américain après la Seconde Guerre mondiale, la triste vérité, à y regarder de plus près, est que les agents britanniques intégrés dans *l'État Profond* initial de l'Amérique – souvent des agents des *Rhodes Scholars* et de la *Fabian Society* liés au *Council on Foreign Relations*/*Chatham House of America* – étaient à l'origine d'une purge des dirigeants fidèles à la vision de FDR pour le monde post-colonial. Ces purges ont abouti au démantèlement de l'OSS quelques mois après la mort de FDR, et à la formation de la CIA en 1947 comme nouvelle arme pour mener à bien les coups d'État, les assassinats et les subversions des dirigeants en Amérique et à l'étranger qui cherchaient à obtenir l'indépendance économique par rapport à l'Empire britannique. Cette histoire a été brillamment décrite par Cynthia Chung dans son article *« Secret Wars, Forgotten Betrayals, Global Tyranny : Who is Really in Charge of the U.S. Military »*.

The Five Eyes est né de ces opérations impériales Britanniques qui ont essentiellement suivi le mandat défini par Cecil Rhodes dans son 7ème testament appelant à un nouvel Empire britannique global et à la reconquête de la colonie perdue. Dans son testament, Rhodes demande

> « Pourquoi ne devrions-nous pas former une société secrète n'ayant qu'un seul objectif : la promotion de l'Empire britannique et la mise sous domination britannique de l'ensemble du monde non civilisé, la reconquête des États-Unis et la création d'un seul Empire pour la race anglo-saxonne ... »

Plus tard, dans son testament, Rhodes a déclaré :

> « Formons le même type de société, une Église pour l'extension de l'Empire britannique. Une société qui devrait avoir ses membres dans chaque partie de l'Empire britannique travaillant avec un seul objet et une seule idée ; nous devrions avoir ses membres placés dans nos universités et nos écoles et nous devrions regarder la jeunesse anglaise passer entre leurs mains ; peut-être qu'une personne sur mille aurait l'esprit et les sentiments pour un tel objet, il devrait être testé de toutes les manières, il devrait être testé pour savoir s'il est endurant, possédé d'éloquence, méprisant les petits détails de la vie, et s'il est trouvé comme tel, alors élu et lié par le serment de servir pour le reste de sa vie dans son pays. Il doit alors être soutenu, s'il est sans ressources, par la Société et envoyé dans la partie de l'Empire où l'on estime qu'il est nécessaire ».

Parmi les quatre membres anglo-saxons des *Five Eyes* qui ont la Reine comme chef d'État officiel – Grande-Bretagne, Canada, Australie et Nouvelle-Zélande – tous présentent des formes de gouvernement irrationnelles entièrement structurées autour des principes de *l'État Profond*, organisés selon deux formes opposées d'organisation sociale : démocratique et oligarchique… le véritable siège du pouvoir étant oligarchique.

Parce que cette forme de gouvernement particulière et contradictoire est si peu comprise aujourd'hui, et parce que sa structure a assuré le succès de l'Empire britannique étendu au monde entier, quelques mots devraient lui être consacrés maintenant.

Une maison divisée contre elle-même …
Dans le cas des systèmes parlementaires inspirés du modèle de Westminster, les Sénats représentent la Chambre des Lords, tandis que les Chambres des Communes – pour les roturiers – représentent les parties élues du gouvernement. Un Premier Ministre choisi par le parti au pouvoir est censé être le chef de la nation, mais contrairement aux formes républicaines de gouvernement, au lieu que *« l'argent s'arrête là »,* du moins juridiquement parlant, c'est précisément là que la véritable sphère de pouvoir commence seulement à se faire sentir.

C'est là, dans ces pays, que les systèmes parlementaires, *quasi-démocratiques,* présentés au public se sont retrouvés dans un monde beaucoup plus obscur et byzantin de gouverneurs généraux- agissant en tant que chefs d'État – qui donnent la sanction royale à tous les actes et qui exercent les pouvoirs de prérogative infinis de la Reine – alias : la *« Source de tous les honneurs »*. Dans le système Impérial Britannique, le pouvoir héréditaire est considéré comme la source de toute autorité pour tous les aspects du gouvernement, militaire et économique, alors que dans les formes républicaines de gouvernement, cette autorité est considérée comme dérivant du consentement des gouvernés.

Là où les droits sont *« accordés par le souverain »* au sein des gouvernements héréditaires, les formes républicaines de gouvernement reconnaissent, à juste titre, que les droits sont fondamentalement *« inaliénables »* pour l'humanité, en principe, mais pas toujours en pratique comme peut en témoigner l'histoire troublée de l'Amérique.

En étant essentiellement la *« cause »* légale de toute autorité parmi toutes les allées officielles et non officielles du pouvoir Britannique, une absurdité évidente frappe les yeux, et à laquelle l'Empire préférerait que la plèbe ne pense pas trop sérieusement : la reine et ses héritiers ne peuvent être eux-mêmes **assujettis** à aucune loi, puisqu'ils *« sont »* la loi. Cela signifie que la reine, ses héritiers et tous ceux à qui elle délègue son autorité ont littéralement des *« permis de tuer »*. La reine ne peut pas être traduite en justice et elle n'a pas besoin de passeport ni même de permis de conduire… puisque ces objets sont délivrés par la seule autorité de sa couronne. Dans la logique des systèmes juridiques Britanniques, elle ne peut pas être tenue légalement responsable de ce que la Couronne a fait à quiconque ou à une nation du monde.

Bien que beaucoup d'efforts soient déployés pour présenter les prérogatives de la Couronne comme étant simplement symboliques, elles couvrent presque toutes les branches de la gouvernance et ont été utilisées à l'occasion… bien que les sphères d'influence Britanniques où elles s'appliquent le plus soient généralement tellement auto-régulées qu'elles ne nécessitent que très peu d'intervention de cette influence extérieure pour les maintenir au niveau.

Ces pouvoirs ont été révélés publiquement pour la première fois en 2003 et dans un article intitulé *« Mystery Lifted on the Prerogative Powers »*, *The Guardian* a noté que ces pouvoirs comprennent, mais ne sont pas limités à :

> *« Les Affaires Intérieures, la nomination et la révocation des Ministres, la convocation, la prorogation et la dissolution du Parlement, la sanction royale des projets de loi, la nomination et la réglementation de la fonction publique, la nomination des officiers dans les forces armées, la direction du déploiement des Forces Armées au Royaume-Uni et dans d'autres nations du Commonwealth, la nomination du Queen's Counsel, la délivrance et le retrait des passeports, la prérogative de clémence. Utilisé pour s'appliquer dans les cas de peine capitale. Toujours utilisée, par exemple pour remédier aux erreurs de calcul des peines, octroi de distinctions honorifiques, création de sociétés par charte, Affaires Étrangères, conclusion de traités, déclaration de guerre, déploiement de Forces Armées à l'étranger, reconnaissance d'États étrangers, accréditation et accueil de diplomates ».*

Lorsqu'un projet de loi de 2009 a été présenté au Parlement proposant que ces pouvoirs soient limités, un examen du Ministère de la Justice mené par le Conseil privé *[le Conseil privé de Sa Majesté, NdT]* a conclu que de telles limitations *« affaibliraient dangereusement »* la capacité de l'État à répondre à une crise, et le projet de loi a été rapidement enterré.

Au niveau des provinces, on trouve des lieutenant-gouverneurs qui, au Canada, se trouvent être membres des *Chevaliers franc-maçons de Saint-Jean de Jérusalem*, patronnés par la Reine elle-même.

Toutes les personnes qui travaillent avec ces autorités dans cet étrange monde byzantin font elles-mêmes partie ou sont redevables à des personnes assermentées au Conseil privé de la Reine – plaçant leur allégeance sous l'autorité totale de la Reine et de ses héritiers, plutôt que sous celle du peuple ou de la nation dans laquelle ce sujet sert, et vit. Si cela est difficile à croire, alors prenez le temps d'écouter le serment du Premier Ministre canadien Justin Trudeau lors de son entrée au Conseil privé pour avoir un aperçu viscéral de cette politique médiévale en action – chaque membre du Cabinet, Premier Ministre et Chef de l'opposition doit prêter ce serment s'il veut obtenir des informations des services de renseignements de Sa Majesté.

Vous remarquerez que ce serment ne mentionne pas une seule fois le bien-être du peuple ou de la nation.

Défier la loi naturelle

Malgré ces structures de pouvoir anti-naturelles, l'histoire a montré que de temps en temps, de bons dirigeants se sont retrouvés à des postes de direction de haut niveau. Aussi rares qu'elles soient, de telles anomalies se sont produites dans le cas des Premier Ministres canadiens Wilfrid Laurier (1896-1911) et John Diefenbaker (1957-1963), des Premier Ministres québécois Paul Sauvé (1959), Daniel Johnson Senior (1967-68) et de l'Australien Gough Whitlam (1972-1975). Pourtant, lorsque ces anomalies se produisent et que ces personnalités dépassent leur domaine de compétence toléré pour pénétrer dans des territoires politiques réservés uniquement à l'élite au pouvoir, il arrive plus souvent qu'un coup d'État dirigé par un boursier de la fondation Rhodes se produise [Laurier 1911 [2], Diefenbaker 1963], qu'un décès prématuré survienne [Sauvé 1959 et Johnson 1968] ou que le Gouverneur Général de la Reine le limoge [Whitlam 1975].

Dans tous les cas mentionnés ci-dessus, les institutions démocratiques qui reposent sur le concept selon lequel tous les citoyens sont libres et égaux à l'image d'un créateur ne sont jamais longtemps tolérées dans le bunker d'un système oligarchique fondé sur la croyance qu'une seule personne est souveraine et que sa parole est la loi absolue pour tous les esclaves et les serviteurs de la lignée régnante.

Comme l'a découvert Gough Whitlam en 1975, le véritable Empire britannique est une créature malfaisante, et probablement une créature qui aurait dû s'éteindre il y a quelques siècles. Malheureusement, jusqu'à présent, l'histoire a été entachée par plus que quelques perturbations de dirigeants progressistes qui ont sacrifié leur confort, leur carrière et souvent leur vie pour résister à ce parasite têtu qui préfère sucer son hôte jusqu'à la moelle plutôt que d'admettre que le système d'organisation sur lequel il repose est une abomination pour la loi naturelle et la morale.

Matthew Ehret

Traduit par Michel, relu par jj pour Le Saker Francophone

Première partie

Notes

1. Kissinger a déclaré lors de cet événement : *« Les Britanniques ont été tellement utiles qu'ils ont participé aux délibérations internes américaines, à un degré probablement jamais atteint entre nations souveraines … Dans mon rôle à la Maison Blanche à l'époque, je tenais le Ministère britannique des Affaires Étrangères mieux informé et plus étroitement engagé que le Département d'État américain… C'était symptomatique »*
2. Après son coup d'État de 1911 coordonné par les premiers membres du mouvement de la *Table Ronde*, les *Ontario Orange Men* et les forces autour du Québécois Henri Bourassa, Wilfrid Laurier se lamentait de la perte de la souveraineté du Canada en disant » *Le Canada est maintenant gouverné par une junte siégeant à Londres, connue sous le nom de « Table Ronde », avec des ramifications à Toronto, Winnipeg et Victoria, les Tories et les Grits recevant leurs idées de Londres et les imposant insidieusement à leurs partis respectifs*« . O.D. Skelton, The Life of Sir Wilfrid Laurier, p. 510

2 908

Envoyer l'article en PDF Entrez l'adresse e-mail Envoyer

Ce contenu a été publié dans **Canada**, **Etat Profond**, **Etats-Unis**, **Grande-Bretagne**, **Impérialisme**, **Matthew Ehret** par **michelb**. Mettez-le en favori avec son **permalien**.

1 RÉFLEXION SUR « DU LICENCIEMENT DE WHITLAM AUX DOSSIERS DOUTEUX DU *RUSSIAGATE*… »

Ping : Du licenciement de Whitlam aux dossiers douteux du Russiagate… – Saint Avold / The Sentinel

Les commentaires sont fermés.